



La Montagne Pelée : une histoire mondialement connue

Le Saint-Pierre d'avant la catastrophe

“ Le petit Paris des Antilles ” était la Capitale de la Martinique économique et culturelle, Fort-de-France étant le chef-lieu administratif de la colonie, avec environ 29 000 habitants.

C'était une ville d'eau : la puissance du débit de la rivière Roxelane et de la rivière des Pères était si importante que des canaux avaient été construits pour canaliser ces eaux vives ; ces canaux parcouraient toutes les rues de la ville et de nombreuses maisons étaient pourvues d'une fontaine ou d'un bassin. La maison coloniale de santé pratiquait des cures thermales et la ville bénéficiait d'un micro-climat frais.

Le territoire était aussi un centre industriel et commercial : une vingtaine de distilleries étaient implantées dans la ville et le port était le plus important des Petites Antilles, en termes de volume de marchandises traitées à l'export et à l'import. Saint-Pierre était le centre principal de réception et de redistribution des marchandises venant aussi bien de l'extérieur que celles produites dans l'île

Au moment de la catastrophe : “ morituri te salutant ” : La population est demeurée sur place car il était impossible pour les autorités d'évacuer, pour des raisons logistiques mais aussi politiques, les habitants sous la menace d'une éruption volcanique, non seulement ceux de Saint-Pierre, mais aussi ceux du Prêcheur (5 000 personnes) et du Carbet (3 000 personnes). Il faut aussi ajouter que les connaissances scientifiques ne pouvaient pas permettre de prédire l'intensité de la catastrophe à venir.

Bien entendu, il fallut justifier le maintien des populations : ce fut la controverse sur les élections législatives. On fit passer pour une légende que le gouverneur avait interdit à la population de quitter ses foyers alors que le second tour des élections législatives, le dimanche 11 mai, était proche. Après l'éruption il fut facile, pour le gouvernement de Waldeck Rousseau, de remporter des élections organisées ailleurs ; Saint-Pierre ayant été rayée de la carte avec les principales personnalités politiques.

Le gouverneur Louis Mouttet voulant d'ailleurs rassurer la population, quitta sa résidence de Fort-de-France avec son épouse et leurs trois enfants pour se rendre à Saint-Pierre le 7 mai en fin de journée car une commission scientifique publia le même soir, par voie de presse et d'affiches, un communiqué rassurant, attestant que l'activité volcanique inhabituelle allait revenir à la normale, en dépit de la coulée de boue ayant emporté le 5 mai l'usine sucrière Guérin, sur la route du Prêcheur.

Le jeudi 8 mai, jour de l'Ascension, à 8h00, la catastrophe secoua toute l'île : le séisme simultané fut ressenti jusqu'au Vauclin et le bruit de l'explosion est entendu jusqu'en Guadeloupe. Mais nul n'a conscience, dans le reste de la Martinique, de l'importance du cataclysme ; le maire de Fort-de-France, **Victor Sévère**, envoie un navire de reconnaissance sur place en fin d'après-midi après avoir tenté en vain de joindre son homologue de Saint-Pierre, **Rodolphe Fouché**. Mais il est impossible d'accoster en raison des incendies qui ravagent la ville durant une semaine ; cependant le rapport du commandant du navire de reconnaissance est sans ambages : Saint-Pierre est entièrement détruite.

Les conséquences du 8 mai 1902

1) Sur l'organisation territoriale : Les 10 000 réfugiés de la zone étant partis avant l'éruption sont recueillis dans des camps à Fort-de-France, Schoelcher, Sainte-Marie, Rivière-Pilote, Saint-Esprit. En dépit d'une immense vague mondiale de solidarité en faveur de la Martinique et de l'afflux considérable d'argent, la commission locale de secours peine à secourir les sinistrés.

La situation sanitaire se complique à Fort-de-France, qui n'est pas préparée à accueillir autant de personnes désœuvrées ayant tout perdu et les querelles sont incessantes entre le gouverneur **Jean-Baptiste Lemaire** et les élus, notamment le maire de Fort-de-France avec pour motif l'incompétence de l'armée pour organiser et gérer les camps de réfugiés.

2) Sur l'environnement : 4 autres éruptions se produisent les 20 mai, 26 mai, 6 juin, 9 juillet et 30 août. Cette dernière sera meurtrière, tuant officiellement un millier de personnes au Morne-Rouge, à Ajoupa Bouillon, à Morne Capot et à Basse-Pointe. Certains historiens estiment qu'il faut multiplier par 2 le nombre de victimes de l'éruption du 30 août. La destruction de la flore et de la faune est incalculable faute de données scientifiques.

3) Sur l'organisation sociologique et politique : Saint-Pierre a disparu et avec elle la plupart des grandes fortunes industrielles et commerciales, ainsi que les principaux journaux, librairies, maisons d'édition, de nombreux artistes, le théâtre, le plus grand hôpital, le port le plus actif. Fort-de-France ne remplace pas totalement Saint-Pierre et la Martinique entière pâtit de la mort tragique du cinquième de sa population.

La réappropriation du territoire va tarder, le repeuplement de la ville étant progressif et lent. La reconstruction partielle de la ville s'étale sur deux décennies, en maintenant une bonne proportion des ruines. Peu à peu repeuplée, Saint-Pierre redevient une commune en 1923, après avoir été radiée du répertoire des communes de France en 1902. Le souvenir de la catastrophe est tel que les investissements se font rares et notamment dans le secteur industriel. Tout est à repenser en acceptant de vivre avec le volcan.

